PLAN D'ACTION NATIONAL ALIMENTATION

2026 - 2030

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Agriculture,
de l'Alimentation et de la Viticulture

Gouvernance

Le projet d'élaboration d'un plan d'action national Alimentation a été lancé par le Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture.

Dans un souci de cohérence et de complémentarité des politiques publiques, les ministères compétents ont été impliqués dans le processus. Leur expertise contribue à intégrer les dimensions économiques, sociales, environnementales et éducatives, pour une approche plus complète. Cette coopération facilite le dialogue et l'ancrage du projet dans l'action publique.

Ministères impliqués

- Ministère de l'Économie
- Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
- Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité
- Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale

Mise en œuvre du plan

Afin d'assurer une mise en œuvre cohérente des mesures décrites, un comité exécutif est mis en place. Le comité exécutif est composé de représentants des différents ministères impliqués, mentionnés ci-dessus.

Ce comité aura pour principales missions :

- Elaborer des fiches pratiques, sortes de guides accompagnant chaque mesure, précisant les détails opérationnels, les acteurs responsables et les délais à respecter
- Assurer le suivi et la documentation de la mise en œuvre des mesures
- Présenter l'état de l'avancement de l'implémentation des mesures
- Évaluer les mesures et proposer, le cas échéant, des adaptations

Le comité se réunit au moins trois fois par an.

Préambule

Dans l'accord de coalition 2023-2028 le Gouvernement réaffirme son engagement « en faveur d'un système alimentaire durable, intelligent, moderne, résilient, diversifié, qui englobe toute la chaîne alimentaire et qui améliore la souveraineté alimentaire ». Par conséquent, le terme « Alimentation » a été intégré à l'intitulé du Ministère, qui se nomme désormais ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture.

Étant donné que la thématique de l'alimentation est étroitement liée à plusieurs autres domaines, de nombreuses initiatives ont déjà été lancées par différents ministères. Il apparaît donc naturel de développer un plan d'action national, porté par l'ensemble du gouvernement, adoptant une approche intégrée. Ce plan visera donc à concilier les attentes et les besoins des consommateurs et des producteurs, tout en tenant compte des initiatives déjà en cours et des enjeux liés à la santé, l'environnement et au climat.

Le caractère durable du plan d'action est implicite, puisque le plan s'inscrit dans la perspective d'un système alimentaire durable. Afin d'éviter d'alourdir le texte, le terme « durable » ne sera donc pas répété systématiquement dans l'ensemble du document.

Approche

Élaboration d'un Plan d'Action pour un Système Alimentaire Durable

Un sondage réalisé par l'institut ILRES en juin 2023, intitulé **« Secteur agricole et alimentation: vision des consommateurs et des producteurs »**, a permis de dégager les priorités essentielles partagées par les deux groupes. Les résultats mettent en évidence les attentes suivantes :

1. Une alimentation saine et équilibrée,
2. Une offre renforcée en produits régionaux,
3. Le respect de la saisonnalité des produits,
4. La lutte contre le gaspillage alimentaire,
5. La sécurité des aliments,
6. Un juste équilibre entre les prix des denrées alimentaires et les revenus des agriculteurs.

Ces thématiques ont constitué la base de travail d'une **consultation nationale lancée en mars 2025** à la Chambre des députés, visant à recueillir les positions des différentes fractions politiques sur l'avenir du système alimentaire au Luxembourg.

Une **consultation de parties prenantes** a ensuite été menée, réunissant une soixantaine d'acteurs issus de divers secteurs concernés (production, distribution, consommation, environnement, etc.). Environ la moitié des parties sollicitées ont transmis leurs contributions.

Afin d'alimenter cette réflexion stratégique, un **benchmark international** a également été réalisé entre fin 2023 et début 2024. Ce travail comparatif a permis d'identifier les bonnes pratiques et les initiatives pertinentes mises en œuvre dans d'autres pays en matière de transition vers des systèmes alimentaires durables. En complément, un **atelier intra-**

ministériel s'est tenu à la mi-2024 pour renforcer la coordination entre les différentes administrations concernées.

À l'issue d'une **analyse approfondie de l'ensemble des retours et données collectées**, un cadre pour un **plan d'action national** a été élaboré. Celui-ci intègre un ensemble cohérent de mesures visant à répondre aux priorités identifiées tout en assurant une articulation avec les politiques publiques existantes. Dans ce contexte, les points 3 (respect de la saisonnalité) et 6 (équilibre entre prix et revenus agricoles) ont été intégrés au point 2 (offre renforcée en produits régionaux), car les actions envisagées se chevauchaient et se complétaient naturellement dans ce domaine. En outre, il est à noter que plusieurs des actions proposées s'inscrivent dans la continuité ou dans le cadre d'autres plans en cours.

Enfin, ce plan d'action a été conçu comme un document évolutif, susceptible d'être ajusté en fonction de l'évolution du contexte, des nouvelles connaissances scientifiques ou des retours issus de sa mise en œuvre.

Axes centraux et leviers

« Ensemble vers une alimentation sûre et équilibrée, en promouvant une agriculture régionale, bio-régionale, durable et résiliente » : tel est le titre du plan d'action national, décliné en quatre axes centraux et quatre leviers.

AXES CENTRAUX	LEVIERS
1. Promouvoir une alimentation équilibrée **2.** Renforcer la visibilité des produits régionaux, bio-régionaux et de saison **3.** Lutter contre le gaspillage alimentaire **4.** Assurer la sécurité et la souveraineté alimentaire	**1.** Sensibilisation et mobilisation **2.** Formation et développement des compétences **3.** Participation et accompagnement **4.** Innovation et recherche

Objectifs des leviers

1. Sensibilisation et mobilisation
Ce levier vise à informer et à sensibiliser l'ensemble des parties prenantes sur les enjeux d'une alimentation équilibrée durable et responsable, afin de créer une compréhension commune et de susciter l'adhésion. Il s'agit également de mobiliser les acteurs pour qu'ils s'impliquent activement et contribuent à la réussite collective.

2. Formation et développement des compétences
Ce levier a pour but de renforcer les connaissances et les savoir-faire liés à l'alimentation, dès le plus jeune âge et tout au long de la vie.

3. Participation et accompagnement
L'objectif de ce levier est de passer de la théorie à la pratique en déployant des actions concrètes sur le terrain et en accompagnant les acteurs dans leur transition vers des pratiques alimentaires responsables.

4. Innovation et recherche

Ce levier vise à encourager le développement de solutions innovantes et la réalisation d’études scientifiques pour mieux comprendre les comportements alimentaires et anticiper les évolutions du secteur.

1. PROMOUVOIR UNE ALIMENTATION ÉQUILIBRÉE

Défis

L'alimentation joue un rôle fondamental dans la santé et le bien-être, ce qui met en évidence la nécessité d'encourager des choix alimentaires équilibrés. Pourtant, l'accès à une alimentation équilibrée reste marqué par de fortes inégalités sociales, avec des conséquences durables sur la santé. Dans ce contexte, les écoles, hôpitaux et maisons de retraite peuvent être le fer de lance pour la promotion d'une alimentation équilibrée.

Le système alimentaire est impacté par l'omniprésence de produits ultra-transformés et de pratiques marketing agressives, qui nuisent à la qualité nutritionnelle.

À cela s'ajoute une forte confusion dans l'information, notamment sur les réseaux sociaux. En outre, la diversité culturelle du pays représente un autre défi : les messages et les politiques alimentaires ne touchent pas toujours l'ensemble des groupes de population.

Les régimes alimentaires davantage axés sur les végétaux connaissent un engouement croissant, en raison de leurs nombreux bénéfices pour la santé et la durabilité. Comme toute approche alimentaire, un accompagnement adapté permet d'en optimiser les bienfaits et de maintenir un bon équilibre.

Sensibilisation et mobilisation

#	MESURE	ACTEURS	CALENDRIER
1	**Coordination nationale des actions et de la communication en matière d'alimentation**	Gouvernement	En continue
1a	Améliorer la coordination nationale	M3S, MECB, MENEJ, MA	En continue
1b	Elaboration d'un concept afin de faciliter l'accès aux informations en matière d'alimentation	M3S, MENEJ, MA	Court- à moyen-terme
2	**Création et renforcement des campagnes de sensibilisation en matière d'alimentation**	M3S, MA	En continue
2a	Campagnes avec objectif de promouvoir les bonnes pratiques alimentaires (bénéfices des produits frais, locaux et de saison, ...)	M3S, MA	Moyen-terme
2b	Campagnes avec objectif de renforcer la capacité des consommateurs à faire des choix informés (étiquettes et labels alimentaires, utilisation adaptée de compléments et poudres alimentaires de toute sorte, ...)	M3S, MA	Moyen-terme
2c	Organisation de journées thématiques coordonnées au niveau national sur les différents aspects de l'alimentation	M3S, MA	Moyen-terme

Formation et développement des compétences

#	MESURE	ACTEURS	CALENDRIER
3	**Intégration de l'éducation alimentaire dans l'éducation scolaire**	MENEJ, MA	En continue
3a	Analyse de l'opportunité d'intégrer l'alimentation équilibrée comme thème transversal dans les programmes de classes scolaires	MENEJ	En continue
3b	Augmentation de la fréquence des visites scolaires au sein des fermes, des entreprises artisanales et la participation à des projets comme p. ex. l'Ecole du Goût, Léieren am Gaart ou GoodFoodLoop	MENEJ, MA	Court-terme
3c	Organisation de journées / semaines thématiques dans les lycées et SEA	MENEJ, M3S, MA	Moyen-terme
3d	Réalisation de kits pédagogiques à destination des enfants et de leurs parents ainsi que des enseignants	MENEJ, MA	Moyen-terme

#	MESURE	ACTEURS	CALENDRIER
4	**Promotion des compétences alimentaires du personnel socio-éducatif**	MENEJ, M3S, MA	En continue
4a	Renforcement de l'offre en formations générales (basés sur les guides de l'alimentation équilibrée, allergies et intolérances alimentaires, …)	MENEJ, MA	Court-terme
4b	Développement de formations spécifiques (p. ex. au sujet de la néophobie alimentaire – peur de goûter de nouveaux aliments, …)	MENEJ, MA	Long-terme

Participation et accompagnement

#	MESURE	ACTEURS	CALENDRIER
5	**Promotion de recommandations nutritionnelles nationales adaptées à chaque âge**	M3S, MA, MENEJ	En continue
5a	Promotion des guides et recommandations existants	M3S, MA, MENEJ	Court-terme
6	**Renforcer la communication entre parents, écoles et SEA autour des thèmes de l'alimentation de l'enfant**	MENEJ, M3S, MA	En continue
6a	Développement d'un outil ludique permettant d'informer les parents sur les habitudes alimentaires de l'enfant p. ex. à partir d'un carnet avec autocollants	MENEJ, MA	Moyen-terme
7	**Analyse du "Schoulmëllech- an Schouluebstprogramm"**	MA	En continue
7a	Evaluation et adaptation du programme	MA	En continue
7b	Augmentation de la fréquence des visites au sein du projet « Landwirtschaft erliewen »	MENEJ, MA	Court-terme
8	**Renforcement de l'accès à une alimentation équilibrée**	M3S, MENEJ, MA, MFSVA	Long-terme
8a	Mise en œuvre de l'action PL-08-A.1.1 du PAN pour la prévention et la lutte contre la pauvreté : Proposer régulièrement des ateliers d'informations, de sensibilisation et d'échange dans les épiceries sociales sur des thèmes tels que le budget, la santé, l'équilibre alimentaire, la citoyenneté, l'énergie	MFSVA	En continue
8b	Analyse et amélioration de l'offre de fruits et légumes frais dans les épicéries sociales	MA	Court-terme
8c	Augmentation de la contribution maximale de l'État à 7€ par repas dans le cadre du chèque-service accueil	MENEJ	Court-terme

Innovation et recherche

#	MESURE	ACTEURS	CALENDRIER
9	**Etude de consommation 2026-2031 afin de détecter les habitudes et tendances de consommation alimentaire**	MA	Long-terme
9a	Etude pilote LUXFOODS 2026-2028 avec un échantillon restreint pour adapter la méthodologie aux besoins spécifiques du Luxembourg	MA	Court- à moyen-terme
9b	Réalisation de l'étude à l'échelle nationale 2029-2031	MA	Long-terme

2. RENFORCER LA VISIBILITÉ DES PRODUITS RÉGIONAUX, BIO-RÉGIONAUX ET DE SAISON

Défis

La mise en valeur des produits régionaux, bio-régionaux et de saison se heurte à plusieurs défis. Dans les commerces et la restauration, l'information disponible sur l'origine des produits reste limitée, ce qui ne facilite pas les choix éclairés des consommateurs. L'offre régionale demeure par ailleurs restreinte, notamment en matière de fruits et légumes, en raison de contraintes liées à la production agricole et à la transformation.

Du côté de la demande, une méconnaissance de la saisonnalité et une certaine confusion entre les différents labels ou démarches (local, biologique, durable, équitable) rendent plus difficile la valorisation des produits régionaux et bio-régionaux.

S'y ajoutent des enjeux structurels tel que le coût de production plus élevé du local par rapport à d'autres circuits d'approvisionnement. Ces éléments constituent des défis majeurs pour un renforcement durable de la production alimentaire durable.

Sensibilisation et mobilisation

#	MESURE	ACTEURS	CALENDRIER
1	**Création et renforcement de campagnes de sensibilisation en matière de produits régionaux, bio-régionaux et de saison**	MA	En continue
1a	Campagnes avec objectif de promouvoir le partage de bonnes pratiques	MA	Court-terme
1b	Campagnes avec objectif de renforcer la compréhension sur les informations liées à l'origine et à la saisonnalité des produits	MA	Moyen-terme
2	**Communication sur les étapes de la production et transformation afin de renforcer la compréhension des enjeux alimentaires, la valeur des produits et la reconnaissance du travail des agriculteurs**	MA	En continue
2a	Consolidation de la plateforme regionalsaisonal.lu	MA	Court-terme
3	**Promotion des produits régionaux, bio-régionaux et de saison**	MA	En continue
3a	Mise en œuvre des mesures concernant les produits locaux dans le cadre des stratégies de promotion du tourisme et de la gastronomie luxembourgeoise p.ex. intégration des produits régionaux, bio-régionaux et de saison dans la communication touristique	MECO, MA	Court-terme
3b	Encourager l'exemplarité des institutions gouvernementales	MA	Court-terme
3c	Encourager les événements publics festifs soutenant l'usage de produits régionaux, bio-régionaux et de saison	MECB, MA	Moyen-terme
3d	Promotion de Sou schmaacht Lëtzebuerg	MA	En continue
3e	Promotion de Natur genéissen	MECB	En continue
3f	Promotion de la consommation de l'eau potable	MECB	En continue
4	**Création d'outils et/ou d'une cartographie pour renforcer la visibilité des producteurs régionaux et bio-régionaux qui font de la vente directe**	MA	Court-terme
4a	Collecte de données sur les producteurs de vente directe	MA	Court-terme
4b	Développement et configuration d'une application	MA	Moyen-terme
5	**Encourager des actions de promotion des produits régionaux, bio-régionaux et de saison au niveau des commerces**	MECO, MA	Moyen-terme
5a	Identification des actions permettant d'améliorer la visibilité des produits régionaux, bio-régionaux et de saison	MECO, MA	Court- à moyen-terme
5b	Analyse de faisabilité pour la mise en place de programmes de fidélité « Produits régionaux, bio-régionaux et de saison »	MECO, MA	Court-terme

#	MESURE	ACTEURS	CALENDRIER
5c	Projet-pilote d'un programme de fidélité « Produits régionaux, bio-régionaux et de saison » avec un supermarché	MECO, MA	Moyen-terme

Formation et développement des compétences

#	MESURE	ACTEURS	CALENDRIER
6	**Intégration de l'éducation alimentaire dans l'éducation scolaire (en lien avec mesure 3 Alimentation équilibrée)**	MENEJ, MA	En continue
6a	Analyse de l'opportunité d'intégrer l'alimentation comme thème transversal dans les programmes scolaires du fondamental	MENEJ, MA	Moyen-terme
6b	Renforcement des projets en cours (Landwirtschaft erliewen, Fro de Bauer, Léieren am Gaart, Ecole du goût, ...)	MECB, MENEJ, MA	Moyen-terme
6c	Organisation de journées / semaines thématiques dans les lycées et SEA	MENEJ, MA	Moyen-terme
6d	Réalisation de kits pédagogiques à destination des enfants et de leurs parents ainsi que des enseignants	MENEJ, MA	Moyen-terme

Participation et accompagnement

#	MESURE	ACTEURS	CALENDRIER
7	**Développement de guides pour les producteurs qui veulent faire de la vente directe**	MA	Moyen-terme
7a	Collecte de données sur les règles juridiques, sanitaires, environnementales, fiscales, ...	MA	Court-terme
8	**Promotion d'actions collaboratives**	MA	En continue
8a	Soutien à l'entretien de jardins communautaires	MA	Moyen-terme
9	**Création et diffusion d'un répertoire de projets alimentaires afin d'avoir un aperçu sur les initiatives et acteurs nationaux (en lien avec mesure 1 Alimentation équilibré)**	MA	Moyen-terme
9a	Elaboration d'un concept	MA	Moyen-terme
10	**Renforcer l'échange avec Restopolis / supply4future afin de développer au mieux l'offre (en lien avec mesure 13)**	MENEJ, MA	En continue
10a	Définition d'objectifs communs	MENEJ, MA	Court-terme

#	MESURE	ACTEURS	CALENDRIER
11	**Augmentation du taux de produits locaux-biologiques, locaux et biologiques dans autres secteurs de restauration (p. ex. Hôpitaux, armée, ...)**	M3S, MA	En continue
11a	Analyse du taux d'utilisation des produits dans le cadre de projets-pilotes	M3S, MA	Court- à moyen-terme
11b	Définition d'un objectif d'augmentation en pourcentage dans le cadre de projets-pilotes	M3S, MA	Moyen- à long-terme
11c	Analyse et mise en place d'un système d'approvisionnement suivant le modèle Supply4Future pour d'autres structures de restauration collective sous la tutelle de l'Etat (selon le besoin)	M3S, MENJE, MJUST, MFP, MAE, MA	Moyen- à long-terme
12	**Analyse des bases légales**	MA	Court- à moyen-terme
12a	Au niveau de la commercialisation (Vente directe, agrément, certification, définitions local / régional, ...)	MA	Court-terme
12b	Au niveau de la transformation (Mesures d'aide, productions locales de niche, ...)	MA	Moyen-terme
12c	Au niveau du marché public (Accompagnement et conseil auprès des pouvoirs adjudicateurs)	MA	Moyen-terme

Innovation et recherche

#	MESURE	ACTEURS	CALENDRIER
13	**Rapprochement entre producteurs régionaux & bio-régionaux et acheteurs & transformateurs & cuisiniers (matchmaking) (en lien avec mesure 10)**	MA	Moyen-terme
13a	Analyse des besoins en produits alimentaires	MA	Court-terme
13b	« Matchmaking » en fonction des besoins identifiés	MA	Moyen-terme
14	**Développement de chaînes de valeur**	MA	En continue
14a	Etude de marché pour la mise en place d'une chaîne de valeur pour des légumes et fruits transformés (p.ex. produits locaux surgelés, conserverie, ...)	MA	Court-terme
14b	Développement de chaînes de valeur sur base des résultats de l'étude de marché (mesure 14a), en lien avec le PAN-Bio	MA	Moyen- à long-terme
14c	Soutien à la diversification des produits alimentaires régionaux et bio-régionaux ainsi que des canaux de commercialisation	MA	Moyen-terme
14d	Accompagner les producteurs et transformateurs dans le développement et la transformation de produits	MA	Moyen-terme

3. LUTTER CONTRE LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE

Défis

Le gaspillage alimentaire demeure un enjeu majeur qui interpelle l'ensemble des acteurs de la chaîne de valeur. Il soulève des considérations éthiques fortes dans un contexte marqué par des inégalités d'accès à une alimentation suffisante et de qualité. Les pertes se manifestent à toutes les étapes – de la production à la transformation, de la distribution à la consommation – et révèlent une inefficience structurelle du système alimentaire.

Dans les pays industrialisés, l'évolution vers l'approvisionnement de masse, l'ultra-transformation et le suremballage s'est accompagnée d'un affaiblissement des pratiques de conservation et de valorisation des denrées, tant au niveau domestique que professionnel. Par ailleurs, les standards esthétiques imposés par les circuits commerciaux, ainsi que les comportements d'achat qui en découlent, contribuent à l'exclusion de produits parfaitement propres à la consommation.

Au-delà des dimensions sociales, la réduction du gaspillage alimentaire constitue une opportunité majeure pour préserver les ressources naturelles et diminuer l'empreinte environnementale de la production agricole. Le développement d'outils de suivi plus précis et systématiques des pertes alimentaires à chaque étape de la chaîne de valeur permettrait de mieux identifier les marges de progrès et d'orienter des actions ciblées et efficaces. Ces dynamiques offrent un potentiel important pour renforcer la durabilité du système alimentaire et favoriser une meilleure valorisation des ressources.

Ces enjeux sont également considérés dans le Plan national de gestion des déchets et des ressources (PNGDR) qui comporte des mesures et des lignes directrices concernant la mise en œuvre de la Loi modifiée du 21 mars 2012 relative à la gestion des déchets. De plus, la directive (UE) 2025/1892 fixe des objectifs de réduction des déchets alimentaires de suivants :

- réduction de 10 % de la quantité de déchets alimentaires générés dans la transformation et la fabrication
- réduction de 30 % par habitant de la quantité de déchets alimentaires générés conjointement dans le commerce de détail et les autres formes de distribution des denrées alimentaires, dans les restaurants et les services de restauration ainsi qu'au sein des ménages

Sensibilisation et mobilisation

#	MESURE	ACTEURS	CALENDRIER
1	**Renforcement des campagnes d'information et de sensibilisation**	MA	En continue
1a	Renforcement des campagnes Antigaspi	MA	Court-terme
1b	Organisation d'actions de communication et d'événements en lien avec la Journée internationale de sensibilisation aux pertes et gaspillages de nourriture	MA	En continue
2	**Identification et valorisation de bonnes pratiques**	MA	En continue
2a	Lancement d'un prix de bonnes pratiques pour le secteur alimentaire	MA	Court-terme

Formation et développement des compétences

#	MESURE	ACTEURS	CALENDRIER
3	**Renforcement de l'offre en formations continues**	MA	En continue
3a	Formation pour le personnel de l'éducation non formelle *Titre : Inclure les encadrants et les enfants en Maison Relais dans un plan de lutte contre le gaspillage*	MA	Court-terme
3b	Formation pour le personnel de cuisine de la restauration collective *Titre : Antigaspillage et alimentation durable*	MA	Court-terme
3c	Développement de formations pour d'autres secteurs	MECB	Moyen-terme

Participation et accompagnement

#	MESURE	ACTEURS	CALENDRIER
4	**Encadrement ponctuel des entrepreneurs alimentaires caritatifs s'engageant dans la récupération et redistribution des aliments encore consommables**	MA	En continue
4a	Elaboration / Mise à jour de lignes directrices	MA	Court-terme
5	**Programme d'analyse, de sensibilisation et de prévention du gaspillage alimentaire dans les structures d'éducation et d'accueil (SEA)**	MENEJ, MA	Moyen-terme
5a	Diagnostic des pratiques actuelles, notamment l'impact des absences non annoncées	MENEJ, MA	Moyen-terme
5b	Mise en place de modules pédagogiques Anti-Gaspi et de mesures organisationnelles visant à réduire les pertes alimentaires	MENEJ, MA	Moyen-terme
6	**Développement d'un programme Anti-Gaspi pour les SEA**	MENEJ, MA	Moyen-terme
6a	Réalisation d'une publication nationale « Good Practices Anti-Gaspi »	MENEJ, MA	Moyen-terme

#	MESURE	ACTEURS	CALENDRIER
7	**Analyse sur la possibilité d'introduire la lutte contre le gaspillage alimentaire dans le Pacte Climat**	MECB, MA	Court-terme
7a	Formation pour les conseillers du Pacte Climat	MA	Moyen-terme
7b	Elaboration d'un cahier de charges type (taille des portions, mesurage, indicateurs)	MA	Moyen-terme
7c	Promotion des emballages réutilisables pour emporter les restes de repas p. ex. ECOBOX	MECB, MA	Moyen-terme
8	**Collecte de statistiques sur le gaspillage alimentaire**	MECB, MA	En continue
8a	Amélioration de la collecte des statistiques à l'aide de cahiers de charges types (mesure 7b)	MECB, MA	Moyen-terme
9	**Sensibilisation aux objectifs de la directive UE 2025/1892**	MECB, MA	Court-terme
9a	Renforcer les échanges avec le secteur alimentaire (entreprises de transformation, HORECA, distribution, ...) en matière de réduction du gaspillage alimentaire	MECB, MA	Court-terme

Innovation et recherche

#	MESURE	ACTEURS	CALENDRIER
10	**Soutien de projets innovants visant à réduire les déchets alimentaires**	MECB, MA	En continue
10a	Mettre en place un dispositif de soutien financier et technique aux projets innovants contribuant à la réduction des déchets alimentaires	MECB, MA	Moyen-terme
10b	Lancer des appels à projets dédiés aux initiatives innovantes de prévention et de valorisation des déchets alimentaires	MECB, MA	Moyen-terme

4. ASSURER LA SECURITÉ ET LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Défis

Sécurité alimentaire

La sécurité alimentaire constitue une priorité pour le gouvernement luxembourgeois dans le cadre des systèmes alimentaires. Depuis 2022, l'Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire (ALVA) regroupe l'ensemble des autorités de contrôle et applique une approche holistique basée sur l'évaluation des risques et le respect des obligations légales. Ces contrôles stricts, couvrant toute la chaîne de valeur, visent non seulement à prévenir les contaminations et à réduire les risques biologiques ou chimiques, mais aussi à garantir aux consommateurs une alimentation sûre, de qualité et digne de confiance.

Pour l'avenir, l'adaptation continue aux nouveaux risques liés aux modes de consommation, aux évolutions technologiques et au changement climatique constituera un enjeu central.

Souveraineté alimentaire

Le Luxembourg reste fortement dépendant des importations, aussi bien pour les produits alimentaires que pour les intrants agricoles. Si une autosuffisance totale semble hors de portée au niveau national, plusieurs acteurs appellent à considérer la souveraineté alimentaire au sens large, ce qui requiert de travailler au niveau régional et européen, et d'améliorer la maîtrise et la durabilité des conditions de production et d'importation, afin d'améliorer la résilience du système alimentaire face aux risques divers (climatiques, géopolitiques, épidémiques, etc.)

Les principaux obstacles identifiés incluent : le manque d'accès à des terres agricoles de qualité, le déclin du nombre d'agriculteurs, le manque d'infrastructures de production et de transformation locales.

Sensibilisation et mobilisation – Sécurité alimentaire

#	MESURE	ACTEURS	CALENDRIER
1	**Promotion de la transparence**	MA	En continue
1a	Informer les consommateurs sur les mécanismes de contrôle de l'ALVA (p. ex. sanction des fraudes, manquements aux obligations et fausses déclarations)	MA	En continue
1b	Informer sur la qualité de l'eau potable	MECB	En continue

Formation et développement des compétences – Sécurité alimentaire

#	MESURE	ACTEURS	CALENDRIER
2	**Conseil et promotion de la formation continue sur les standards de sécurité alimentaire**	MECO, MA	En continue
2a	Identification des besoins	MA	Moyen-terme
2b	Elaboration de formations continues en fonctions des besoins identifiés	MA	Moyen-terme

Innovation et recherche – Sécurité alimentaire

#	MESURE	ACTEURS	CALENDRIER
3	**Etude de consommation 2026-2031 (en lien avec mesure 9 alimentation équilibrée) avec un focus sur la sécurité alimentaire des produits consommés**	MA	Long-terme
3a	Etude pilote LUXFOODS 2026-2028 avec un échantillon restreint pour adapter la méthodologie aux besoins spécifiques du Luxembourg	MA	Court- à moyen-terme
3b	Réalisation de l'étude à l'échelle nationale 2029-2031	MA	Long-terme

Participation et accompagnement – Souveraineté alimentaire

#	MESURE	ACTEURS	CALENDRIER
1	**Augmenter la résilience alimentaire dans le cadre de la stratégie nationale de résilience**	ME, MA	En continue
1a	Elaboration d'une stratégie de résilience alimentaire	MA	Moyen-terme
1b	Elaboration d'une stratégie nationale d'approvisionnement en eau potable	MECB	Moyen-terme
2	**Analyse et soutien financier de projets-pilotes pour pallier un manque de main d'œuvre**	MT, MA, MFSVA	En continue
2a	Projet de loi portant modification du Code du travail en matière de relations de travail dans les secteurs de l'agriculture, de la viticulture et de l'horticulture	MT, MA	Court-terme
2b	Mesures favorisant la réintégration professionnelle	MT, MA, MFSVA	Court-terme

Innovation et recherche – Souveraineté alimentaire

3	**Augmentation de la production de protéines végétales ainsi que de la production de fruits et de légumes**	**MA**	**En continue**
3a	Appel à projets serres afin de développer les cultures sous serres pour étendre la saisonnalité	MA	Court-terme
3b	Projets-pilotes de robotisation	MA	Moyen-terme
3c	Développement d'une stratégie nationale visant à augmenter la production et l'autonomie en protéines végétales	MA	Long-terme

IMPRESSUM:

Ministère de l’Agriculture, de l’Alimentation
et de la Viticulture

www.landwirtschaft.lu

Réalisation: Plan K, MA
Photos: Adobe Stock
Édition: 04/2026